



Communiqué de Presse

Ebola en RDC : Le Congo N'est Pas À Vendre appelle à une riposte à la hauteur de l'urgence et la transparence dans la gestion des fonds destinés à la riposte

Kinshasa, le 13 août 2026, Le CNPAV exprime sa profonde inquiétude face à l'aggravation de l'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo et présente ses condoléances à l'ensemble des victimes tout en reconnaissant le travail des celles et ceux qui sont aux premières lignes de riposte, aux risques de leurs vies pour sauver les malades et celles et ceux qui se donnent aux enterrement sécurisés des victimes de l'épidémie.

Le 15 juin dernier, le **CdC/RN**, membre du CNPAV en Ituri, appelait déjà à une riposte davantage ancrée dans les communautés, transparente et adaptée aux réalités locales. Deux mois plus tard, l'évolution de la situation sur le terrain montre que ces alertes n'ont pas été suffisamment entendues. Le CNPAV prend toutefois acte des orientations annoncées lors de la réunion de la Task Force tenue à la Présidence de la République le 5 août, au cours de laquelle le Gouvernement, l'OMS et Africa CDC ont reconnu la nécessité de revoir l'approche de la riposte et de renforcer l'implication des communautés, des chefs traditionnels et religieux ainsi que des acteurs sociaux.

Cette inflexion est nécessaire, mais elle ne saurait suffire. Face à une épidémie qui s'étend à une vitesse inquiétante, et des difficultés persistantes dans la prise en charge des malades, la coordination des interventions et le paiement des personnels mobilisés, l'enjeu n'est plus seulement de multiplier les annonces : il est de garantir une riposte effectivement opérationnelle, coordonnée et redevable dans la gestion de la riposte.

Une riposte qui doit être à la hauteur de l'urgence

Alors que l'épidémie, partie de l'Ituri, s'est désormais étendue à cinq provinces avec plus de 2000 morts. Les informations remontant du terrain font état de difficultés qui interrogent directement l'efficacité du dispositif de riposte. Sur le terrain, la prise en charge des malades demeure confrontée à des contraintes. La coordination entre les différents intervenants reste perfectible. Des agents engagés dans la réponse à l'épidémie rapportent par ailleurs des retards ou des difficultés dans le paiement de leurs primes et prestations. Des nouvelles zones des santés atteintes sont dépourvus des dispositifs de riposte, facteur exacerbant les contaminations et l'extension de l'épidémie.



Ces dysfonctionnements ne peuvent être considérés comme de simples problèmes administratifs. *Dans une crise sanitaire de telle ampleur, tout retard de paiement, toute rupture de coordination ou toute défaillance logistique peut se traduire directement par une perte de chances pour les patients et par une aggravation de la transmission.*

Dans une interview dont le CNPAV a pris connaissance, le député national élu de l'Ituri, Gratien de Saint-Nicolas Iracan, alerte sur la gravité de la situation, affirmant notamment que « la population est en train de mourir » et estimant que le Gouvernement a perdu le contrôle de la gestion de la crise sanitaire.

Les alertes ont aussi été lancées par l'éminent Prof Muyembe, [directeur de l'INRB co-découvreur du virus Ebola](#) et de Dr Jean Kaseya, [directeur général d'Africa CDC, le centre Africain de contrôle et prévention des maladies](#).

Le CNPAV considère que de telles alertes, lorsqu'elles émanent du terrain, des experts de haut niveau et rejoignent les préoccupations exprimées par les acteurs directement impliqués dans la riposte, **ne peuvent être ni banalisées ni écartées sans réponse**. Elles doivent au contraire faire l'objet d'un examen rigoureux et documenté.

Où va l'argent de la riposte ?

A l'urgence sanitaire s'ajoute une autre exigence, indissociable de l'efficacité de la riposte: la transparence dans la gestion des ressources mobilisées pour lutter contre Ebola. Alors que des financements considérables sont annoncés dont les 50 millions déjà reçus du gouvernement pour répondre à l'épidémie dont le [Ministre de la santé et reconnaît](#) avoir affecté 31 millions de \$ dans la riposte via l'INSP, l'institut national de santé publique (équipements, médicaments, communication,...) et 19 millions réservés pour la gestion des personnels affectés à la riposte. Malgré tout cela, [des agents de santé et des acteurs communautaires engagés dans la riposte dénoncent le non-paiement de leurs primes et prestations](#).

Le CNPAV salue la décision de la première ministre et Chef du gouvernement demandant au ministre de Santé, un rapport détaillé sur le fonds déjà décaissé dans le cadre de riposte, et recommande que le rapport soit rendu public ainsi que les mesures et orientations prises pour relever tous les défis, l'alignement clair et efficace des partenaires et la coordination rigoureuse de la riposte.

Cette situation soulève une question essentielle:

“Comment expliquer que des personnes mobilisées en première ligne, parfois au péril de leur propre vie, puissent rester impayées alors que d'importantes ressources financières sont annoncées pour la riposte ?”



La transparence n'est pas une exigence accessoire en période d'épidémie. Elle constitue une condition de l'efficacité de la réponse et de la confiance des populations.

Une enquête parlementaire indispensable

Au regard de l'extension de l'épidémie et aux nombreuses interrogations sur l'efficacité et la gestion de la riposte, le CNPAV demande le cas échéant, l'ouverture urgente d'une enquête parlementaire.

Cette enquête devra notamment examiner :

- La gestion et l'utilisation des fonds consacrés à la riposte ;
- Le paiement du personnel médical et communautaire ;
- La coordination entre les différents services et partenaires ;
- Les éventuels dysfonctionnements ou détournements ;
- Et les responsabilités dans les défaillances constatées.

Si des responsabilités sont établies, les responsables devront rendre des comptes devant la justice et devant le peuple congolais.

La vie des Congolais n'a pas de prix. L'argent destiné à sauver des vies ne peut être géré dans l'opacité.

Le CNPAV appelle le Gouvernement à agir immédiatement, à renforcer la riposte dans les provinces touchées et à faire de la transparence et de la protection de la population une priorité absolue.

À propos du CNPAV

Le Congo N'est Pas À Vendre (CNPAV) est une coalition d'organisations congolaises et internationales unies par la conviction que les ressources de la RDC doivent servir le peuple et non les intérêts privés. Force citoyenne, le CNPAV lutte contre la corruption systémique par l'investigation, le plaidoyer et la mobilisation citoyenne, visant un Congo juste, transparent et souverain.

Contacts presse

Dirk Shaka, Coordonnateur, +243998855781

Serge Sivya, Membre, +243 994 049 282

Jean-Claude Mputu, Porte-Parole, + 32498381139

Autres contacts :

coordonnateur@cnpav.org

info@cnpav.org

www.corruptiontue.org